



Dossier Technique et Financier additionnel

Programme d' Appui à l'enseignement
technique et la formation professionnelle
au Katanga (EDUKAT)

RDC

Réf Enabel : RDC1216911

Table des matières

Acronymes	3
Fiche d'intervention	4
1 Résumé Exécutif	5
2 Analyse de la situation	6
2.1 Contexte Projet	6
2.2 Contexte Provincial	6
2.3 Cadre politique et stratégique du secteur	7
2.4 Etat d'avancement / bilan	9
3 Orientations stratégiques	10
3.1 Axes stratégiques	10
3.2 Principes d'action	17
3.3 Critères de sélection	18
4 Planification Opérationnelle	18
4.1 Objectifs et résultats attendus	18
4.2 Modalités d'exécution	18
4.3 Activités	18
4.4 Synergies / complémentarités	20
4.5 Cadre logique, indicateurs et sources de vérification	20
4.6 Localisation	21
4.7 Bénéficiaires	21
4.8 Durée	21
5 Ressources	22
5.1 Ressources humaines	22
5.2 Ressources financières	24
6 Modalités de mise en œuvre	24
6.1 Gouvernance	24
6.2 Subsidés et partenariats	24
6.3 Suivi des résultats et rapport	25
6.4 Evaluation et audit	25
7 Analyse des risques	26
8 Annexe Budget total adapté	26
8.1 Budget total adapté	27
8.2 Budget additionnel détaillé	29
8.3 Cadre logique et indicateurs	32

Acronymes

ANEP	Association nationale des Entreprises du Portefeuille (public)
APD	Avant-Projet Détaillé
WBI	Wallonie Bruxelles International
APS	Avant-Projet Sommaire
CdS	Convention de subsides
AT (I) AT (N)	Assistant Technique (International), (national)
IM	Intervention Manager
BIT	Bureau International du Travail
CA	Centre Affilié
CdA	Centre d'Application
CdR HK	Centre de Ressources Haut Katanga
CdR L	Centre de Ressources Lualaba
CFP	Centre de Formation Professionnelle
COPEMECO	Coopérative des petites et moyennes entreprises congolaises
CPS	Centre de Promotion Sociale
DTF	Dossier technique et financier
EDUKAT	Appui à l'Enseignement technique et la formation professionnelle au Katanga
ETFP	Enseignement Technique et Formation Professionnelle
ETP	Enseignement Technique Professionnel
FEC	Fédération des Entreprises du Congo
FENAPEC	Fédération Nationale des Petites et Moyennes Entreprises du Congo
HPP	Human People to People
INPP	Institut National de Perfectionnement Professionnel
ISP	Insertion Socio Professionnelle
ISPT	Institut Supérieur pédagogique et Technique
ISTA	Institut Supérieur des Technologies Appliquées
MAS	Ministère des affaires sociales
MPME	Micro Petit Moyen Entreprises
M&E	Monitoring et évaluation
METPS	Ministère de l'Emploi, du Travail et de la Prévoyance Sociale
MJS	Ministère de la Jeunesse et des Sports
MTR	Mi-terme-revue
TTPME	(Micro) Petites et Moyennes Entreprises
PAPE	Plan d'Action Provincial de l'Education
PIC	Programme Indicatif de Coopération
PIE	Plan Intérimaire de l'Education
PPP	Partenariat Public Privé
PRECOB	Programme de Renforcement des Capacités Organisationnelles par l'octroi de Bourses en RDC
PROVED	Directeur de la Province Educationnelle
SECOPE (P)	Service de Contrôle et de la Paie des Enseignants (Provincial)
SERNAFOR	Service National de Formation
SMF	Salon Métiers et Formation
WBI	Wallonie Bruxelles International
WSI	WorldSkills International
WSB	WorldSkills Belgium

Fiche d'intervention

Intitulé	Appui à l'enseignement technique et la formation professionnelle au Katanga (EDUKAT)
N° d'intervention DGCD	RDC1216911
Code intervention	3012973
Zone d'intervention	Haut Katanga et Lualaba
Budget total	Contribution belge : DTF original : 10.000.000 EUR Suite aux échanges de lettres (10/19) : 11.700.00 Eur Suite aux décisions des COMPAR pour le programme de transition : +3.000.000 EUR Soit un nouveau budget de 14.700.000 EUR Contribution congolaise : 200.000 EUR
Institution partenaire	Ministère provincial en charge de l'enseignement primaire, secondaire et professionnel
Date de début de la Convention Spécif.	17 mars 2013
Date prévue de fin d'exécution	16 décembre 2022
Date de fin de la Conv Spécif.	16 juin 2023
Durée	De la mise en œuvre de l'intervention : <ul style="list-style-type: none"> • Selon le DTF : 54 mois, jusqu'à 31/06/2018 • Selon l'échange de lettres (03/2019) : 93 mois, jusqu'à 16/06/2021 • Selon la période de transition : 117 mois, jusqu'à 16/12/2022 De la convention spécifique <ul style="list-style-type: none"> • Selon le DTF : 72 mois, jusqu'à 16/03/2019 • Selon l'échange de lettres (03/2019) : 96 mois jusqu'au 16/12/21 Selon la période de transition : 123 mois, jusqu'au 16/06/2023
Groupes cibles	Les apprenants du Centre de Ressources, les lauréats issus des Centres d'Application, les MPME, La FEC (Fédération des entreprises du Congo), la COPEMECO et les entreprises partenaires
Objectif Global (Impact)	Un meilleur accès des jeunes, filles et garçons, à une formation de qualité est assurée et une offre de main-d'œuvre qualifiée répondant aux perspectives d'emploi ou auto-emploi est augmentée,
Objectifs Spécifiques	Les établissements et centres de formation ciblés enregistrent une augmentation durable de 40 % d'apprenants dans les filières appuyées, augmentation durable de 60% de sortant(e)s qui sont certifié(e)s et employables. Dans cette même période, la proportion de filles/jeunes femmes parmi les sortant(e)s a au moins doublé.
Résultat 1	Les jeunes apprenants des filières appuyées ont accès à une formation adaptée aux besoins de l'environnement socio-économique
Résultat 2	Le pilotage et la gestion au niveau macro, méso et micro du secteur ETFP dans la zone d'intervention tient compte des besoins du marché de l'emploi et garantit une amélioration de la qualité de l'offre de l'ETFP
Résultat 3	Les jeunes apprenants et sortants des filières appuyées ont augmenté leurs perspectives d'emploi, par un accompagnement à l'insertion socioprofessionnelle

1 Résumé Exécutif

Le présent DTF additionnel du projet EDUKAT est élaboré, dans le cadre du programme de transition du portefeuille Enabel 2020-2022 en RDC.

Le COMPAR du mois de novembre 2019 a validé l'incorporation d'un budget additionnel de 2 M et la prolongation de la convention spécifique du programme jusqu'à juin 2023. Suite à la visite d'Etat du Gouvernement Belge du mois de février 2020, 1 M supplémentaire a été ajouté (au total 3M).

La prolongation entrainera un allongement de la durée de mise en œuvre des activités qui sera portée à décembre 2022.

Le DTF additionnel précise les grands principes stratégiques et les priorités qui seront de mise dans le cadre de cette prolongation. Des modifications budgétaires seront apportées dans le cadre de cette 2ème phase du projet, et feront le lien avec les aspects relevant du contexte, des orientations stratégiques, de la durée, des planifications financières et opérationnelles.

En effet un montant additionnel de 3.000.000 Euros sera intégré. Ce montant a été imputé dans le cadre de la validation du programme de transition Enabel en RDC 2020-2022.

Ce financement additionnel permettra de prendre en considération les exigences de consolidation, de mise à l'échelle et de durabilité des résultats initiaux. Un focus tout particulier sera mis sur la mise à l'échelle du dispositif d'insertion professionnelle via l'activation d'une stratégie visant l'auto-emploi, en partenariat avec la FEC, notamment. Au surplus, les budgets mobilisés permettent de compléter en infrastructures, en équipements et en offre de services, le dispositif de Centre de Ressources à Kolwezi dans la province du Lualaba.

Le projet EDUKAT appuie les acteurs de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle (ETFP) et les opérateurs économiques dans le bassin d'emploi aux intersections des provinces du Haut Katanga et de Lualaba.

Il vise à adapter l'offre ETFP aux besoins des entreprises, en mettant l'accent sur la capacité de réponse à des commandes de formations exprimées par les entreprises, principalement issues de l'industrie minière.

L'accompagnement au stage et à l'insertion professionnelle des lauréats, la formation continue des enseignants et le focus sur la problématique genre constituent les autres axes de l'intervention.

Le projet agit à travers un Centre de Ressources (CdR) à Lubumbashi et trois Centres d'Application (CdA) à Kolwezi, Likasi et Kasenga, qui servent de bases opérationnelles aux interventions.

La prolongation de la Convention Spécifique a pour principale ambition de consolider et de mettre à l'échelle les acquis engrangés par l'intervention Edukat. Elle doit permettre :

- 1) D'ancrer le fonctionnement du dispositif CdR de Lubumbashi dans le Haut Katanga en vue de la phase post-projet (enjeu de pérennisation/durabilité) et de déployer le CdR de Kolwezi en province du Lualaba, tant pour les aspects relevant des infrastructures et des équipements que pour la mise en œuvre de l'offre de services.
- 2) D'asseoir les mécanismes de partenariat et de coopération avec les acteurs de la formation et du secteur privé (enjeu d'appropriation).

3) D'élargir considérablement l'offre de prestation en matière d'accompagnement et de placement à l'emploi salarié et à l'auto-emploi (enjeu d'impact).

2 Analyse de la situation

2.1 Contexte Projet

Le rapport définitif relatif à la revue finale du programme EDUKAT a été validé fin août 2018. Il corrobore les premières hypothèses avancées par la revue intermédiaire et confirme clairement la pertinence d'une prolongation et d'un financement additionnel de l'intervention.

Une première prolongation a fait l'objet d'une validation via échange de lettres en mars 2019. Le financement complémentaire de 3 M visé par ce DTF additionnel, lui permet de consolider et d'amplifier les résultats engrangés.

L'évaluation finale en effet a attribué, une note positive de « A » pour l'efficacité, l'efficacités et la pertinence alors que l'impact et la durabilité sont cotés B.

Qualitativement, l'évaluation met en exergue le caractère systémique de l'action du projet qui a permis de développer l'ensemble des paramètres qui constituent un système ETEP. Ce qui se traduit concrètement par une liaison formation et emploi améliorée.

La réussite de ce projet innovant par les changements qu'il apporte dans la stratégie ETEP et dans la conception du système avec un nouveau paradigme « emploi-formation-emploi », repose pour l'essentiel sur le dynamisme du partenariat entre les opérateurs économiques et les opérateurs de formation. Or ce partenariat est encore embryonnaire.

Le contexte reste toutefois favorable :

- Les autorités gouvernementales ont exprimé une volonté de changer de pratiques de gouvernance, elles commencent à contribuer au co-financement du CdR ;
- Les opérateurs économiques, sont prêts à investir, y compris dans les ressources humaines et la formation de leur futur personnel ;
- L'organisation représentative des employeurs – FEC – contribue à la mise en œuvre d'un écosystème formation emploi cogéré à travers le partenariat public privé.

2.2 Contexte Provincial

EDUKAT intervient dans un contexte économique provincial susceptible de bénéficier d'une évolution macro-économique positive dans les prochaines années, vu les tendances significativement haussières de la demande en métaux, terres rares et minerais. Des activités économiques prometteuses se développent également dans le secteur de la sous-traitance et des activités connexes au secteur minier et extractif.

En effet, les récentes évolutions technologiques dans l'industrie automobile notamment et dans le secteur des énergies renouvelables en général, accentuent la pression des prix sur certains minerais et terres rares.

En outre, les activités connexes au secteur minier profiteront probablement de ce développement par exemple dans la logistique, la maintenance industrielle, le commerce, ou encore les services tels l'hôtellerie ou le business to business etc.

Les défis liés à une croissance économique forte mais réellement inclusive sont donc plus que jamais d'actualité en province du Haut Katanga et du Lualaba.

En outre, une évolution institutionnelle et territoriale majeure s'est opérée en 2016 : le démembrement de la Province du Katanga en deux entités : le Haut Katanga et le Lualaba. Ces deux provinces présentent néanmoins le même type de caractéristiques économiques : un secteur minier en pleine évolution adossé à un secteur agricole qui demeure prééminent.

Les besoins en capital humain vont continuer de s'accroître alors que subsistent de très importants déséquilibres entre l'offre et la demande de main d'œuvre. Cette profonde inadéquation entraîne une importation massive de main d'œuvre étrangère, d'origine asiatique principalement.

La réouverture des activités d'extraction et des services de sous-traitance (entraîné par la récente loi) au Katanga auront un impact significatif sur les besoins en capital humain qualifié, avec un risque important de tensions si la population locale n'a pas accès aux emplois disponibles.

2.3 Cadre politique et stratégique du secteur

2.3.1 Evolution du contexte pays, normalisation progressive des relations bilatérales

Depuis la mobilisation populaire de janvier 2015 relative à l'organisation des élections présidentielle, avec la crainte d'un 3ème mandat pour le Président Joseph Kabila, et jusqu'à l'annonce d'un nouveau gouvernement au mi 2019, le processus électoral et post-électoral a eu une grande influence sur la coopération belgo-congolaise.

Le point d'orgue de ces difficultés bilatérales s'est traduit par la non reconnaissance d'Enabel, en même temps que la fermeture de la maison Schengen, du consulat de Lubumbashi et de la diminution du rythme des rotations des vols Brussels Airlines.

Ce contexte politique avec le refroidissement des relations entre les 2 gouvernements et l'arrêt de l'appui au niveau central, a impacté les relations avec les ministères sectoriels de l'Education et par conséquent diminué notre influence sur les politiques menées. Les tables Rondes des PTF se sont maintenues sous le lead de l'UNESCO puis de la France. Un sous-groupe thématique dédié à l'ETFP et à l'éducation non formelle a été initié à l'initiative et sous le lead d'Ambabel/Enabel.

En revanche, les relations n'ont pas cessé au niveau des institutions provinciales déconcentrées même si elles se sont réduites à portion congrue, à l'exception notable du programme Edukat qui est demeuré adossé physiquement et stratégiquement au Ministère Provincial à travers le Centre de Ressources du Haut Katanga. Dans le Kasai, les activités d'appui institutionnel au PROVED se sont fortement réduites, priorité étant donnée au soutien direct aux populations bénéficiaires.

La visite de S.E. le président de la république en Belgique a constitué le point de départ d'une restauration progressive des relations bilatérales. Amélioration significative qui s'est traduite par un COMPAR qui a validé les principales options d'un programme de transition visant à assurer la consolidation des résultats des interventions Education Formation Emploi en cours d'exécution.

2.3.2 Stratégie Sectorielle de l'Education et de la Formation – Niveau National



Une première Revue conjointe de la Stratégie Sectorielle de l'Education et de la Formation s'est déroulée du lundi 25 au vendredi 29 novembre 2019. Elle a réuni les acteurs-clés du secteur éducatif en RD Congo. Avec pour objectif principal d'évaluer les progrès réalisés dans la mise en œuvre de la Stratégie sectorielle de l'Education et de la Formation 2016-2025.

Cette revue visait à mesurer l'écart avec les objectifs visés, les résultats attendus, les activités identifiées ainsi que les forces et faiblesses enregistrées des options prises et des réformes retenues pour le développement du secteur de l'éducation en RDC. Quant aux Partenaires Techniques et Financiers, ils s'étaient engagés à travailler constamment avec les autorités du secteur de l'éducation et de la formation, dans un dialogue structuré et constructif, sur les avancées enregistrées et les difficultés rencontrées dans la mise en œuvre de la SSEF. Ils s'étaient également engagés à accompagner le Gouvernement dans la mobilisation de ressources conséquentes pour le secteur et à veiller au respect des engagements mutuels, notamment la réalisation de la gratuité de l'enseignement primaire et la transparence dans la gestion des ressources, y compris celles générées par les frais payés par les parents. A l'heure d'écrire ces lignes, les rapports n'ont pas encore été diffusés, mais les grandes lignes de force des conclusions relatives à l'Enseignement Technique et à la Formation Professionnelle vont dans le sens de la :

- Rationalisation des établissements d'enseignement technique et professionnel ;
- Priorisation de l'activation des partenariats public-privé ;
- Mise en phase de tout le secteur avec les besoins en capital humain de qualité exigés par le développement économique en devenir de la RDC ;
- Mise en œuvre de la gratuité dans l'enseignement fondamental.

2.4 Etat d'avancement / bilan

2.4.1 Analyse SWOT

Forces	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> - Un partenariat performant a été initié depuis le début de l'exécution, avec les acteurs économiques et politiques ; - EDUKAT acteur positionné sur ce territoire depuis 2014, avec résultats probants au niveau infrastructures, équipements ; - Forte appropriation du dispositif CdR et de la stratégie EFE par les partenaires institutionnels et la FEC ; - Qualité et performance de la mise en œuvre reconnue par les partenaires ; - Approche méthodologique éprouvée fondée sur la mise en situation réelle de travail via le stage professionnel ; - Pertinence d'une approche systémique et holistique du paradigme formation emploi à travers un processus formalisé ; - Ratio positif entre le nombre de bénéficiaires accompagnés et insérés ; - Pertinence des choix en matière de filière ; - Qualité avérée des investissements en termes d'infrastructures et équipements ; 	<ul style="list-style-type: none"> - L'intervention a tardé à se positionner sur l'auto-emploi pour une mise à l'échelle du volume d'insérés ; - Volume relativement faible de bénéficiaires insérés dans l'emploi salarié ; - Focalisation sur le secteur minier au potentiel d'emplois formels limité à l'échelle provinciale
Opportunités	Menaces
<ul style="list-style-type: none"> - Potentiel important de développement de secteurs d'activités connexes au minier (hôtellerie, restauration, infrastructures routières et urbaines, B to B etc.) ; - La promotion de l'entrepreneuriat local à travers la loi 17/001 du 8 février 2017 (le soutien au secteur privé ainsi que l'entrée en vigueur de la loi sur la sous-traitance aux PME et PMI locales) 	<ul style="list-style-type: none"> - L'activité économique est étroitement liée au secteur minier avec des risques de revers conjoncturels ; - La bonne gouvernance et l'appétence des autorités à endosser le dispositif ne sont pas garanties.

2.4.2 Les réalisations : bref aperçu

Les principaux résultats obtenus jusqu'à présent :

- Le volume de bénéficiaires formés par le CdR Haut Katanga à travers des formations de courte durée est passé de 295 en 2015, à 595 en 2016 à 1000 en 2017, 2300 en 2018 et plus de 2500 en 2019 ;
- Les apprenants dans les établissements appuyés sont passés de 3000 annuellement en 2014 à 5000 en 2019 ;

- La part représentative des jeunes filles apprenantes a augmenté de 760% passant de 60 unités à 517 sur l'ensemble de la programmation ;
- Le nombre de sortants employables grâce aux stages et au renforcement de compétences et à l'accompagnement vers l'insertion professionnelle a été multiplié par 3 pour atteindre plus de 750 personnes en 2018 et 2019 ;
- L'accompagnement des lauréats sortants est opérationnel avec déjà plus de 221 stages contractualisés en 2019 ;
- Le nombre total de bénéficiaires insérés à l'emploi salarié ou à l'auto-emploi est de 411.
- La part de la prise en charge par l'Etat Congolais des salaires de base (par le SECOPE) pour 18 des 21 profils du CdR (aucun profil au commencement du projet n'a été ni planifié ni mécanisé et payé).

3 Orientations stratégiques

3.1 Axes stratégiques

3.1.1 Consolidation et mise à l'échelle des résultats, en particulier pour ce qui concerne l'insertion professionnelle vers l'auto-emploi.

La revue finale réalisée en juin 2018, a confirmé la nécessité de doter l'intervention EDUKAT d'un budget additionnel pour permettre la mise en œuvre d'une phase de maturation.

Les enjeux d'un tel complément sont économiques, sociaux et politiques : une nécessité pour la durabilité, la contribution à la réduction du chômage et un équilibre entre les deux provinces du Katanga et du Lualaba. D'après les évaluateurs externes, « *Il manque simplement un peu de temps pour consolider les résultats positifs obtenus mais fragiles quant à leur pérennité et pour démontrer l'efficacité de cette nouvelle manière de concevoir et de piloter un système ETFP* ». Une consolidation des acquis est nécessaire afin de faire vivre le dispositif et d'accompagner la poursuite de la dynamique de la stratégie globale de mise en œuvre de l'intervention notamment en matière de relations renforcées avec les PTF, de contribution de l'ETFP aux projets de développement économique, Cette phase est incontournable pour asseoir un système nouveau de l'ETP et justifier à terme l'investissement consenti.

Si le dispositif d'accompagnement à l'emploi salarié a démontré qu'il répondait aux attentes des lauréats de l'enseignement techniques et aux besoins des entreprises partenaires, il demeure que la mise à l'échelle du dispositif d'accompagnement à l'emploi salarié est nécessaire en même temps que la mise en œuvre d'un dispositif d'accompagnement à l'auto emploi.

Initié par la Fédération des Entreprises du Congo, ce dispositif d'incubation à cheval entre la FEC Haut Katanga le Centre de Ressource de Lubumbashi, l'ONEM et l'INPP sera soutenu par EDUKAT tant sur les aspects hard que soft, à travers des activités ad hoc. Une attention toute particulière sera accordée au déploiement de services non financiers ainsi qu'à l'accès à des mécanismes de financement innovants (expérimentation d'un fond de formation professionnelle avec activation de vouchers formation et leasing).

Des bénéficiaires additionnels notables seront engrangés en particulier pour ce qui concerne les aspects de l'employabilité des jeunes, de la stratégie de développement de l'ETFP, de la compétence des cadres et ressources humaines en général, et du partenariat multiple.

La poursuite de la mise à l'échelle du volume de bénéficiaires directs et l'activation de services additionnels complémentaires par le CdR, notamment en matière d'auto-emploi avec la FEC comme partenaire opérationnel, permettront de renforcer la durabilité de l'intervention et d'asseoir le rôle

structurant du Centre de Ressources. La gestion paritaire du CdR fondée sur un partenariat opérationnel avec le secteur privé devra également se traduire par l'officialisation de sa gestion partenariale et le renforcement de son autonomie administrative et financière.

La prolongation constitue une véritable opportunité d'une extension du dispositif vers un partenariat multi-opérateurs ayant pour ambition de mobiliser les ressources actives dans l'Education Formation Emploi en faveur d'un guichet unique. Ce dispositif serait chargé de proposer des réponses intégrées aux entreprises, apprenants et chercheurs d'emploi. Ceci en vue d'une harmonisation et d'une mutualisation des moyens entre les acteurs publics et privés (INPP, ONEM, FEC, COPEMECO, BIT etc.).

3.1.2 Un environnement institutionnel propice

La poursuite et l'élargissement du partenariat en matière d'adéquation formation-emploi continuent grâce à la mise en place progressive des instruments réglementaires adéquats (arrêté National de fonctionnement du CdR Haut Katanga et arrêté Provincial portant fixation de frais scolaire) par les pouvoirs publics au niveau National/Provincial.

Il peut être noté la "bonne foi" des Autorités provinciales, démontrée à travers leur implication dans le dispositif CdR Haut Katanga et son financement.

Les fondements du système de formation ont été édifiés de manière pragmatique dans un cadre relationnel qui s'installe peu à peu entre les opérateurs de l'administration provinciale publique et les acteurs économiques privés.

Durant la période de prolongation, l'Arrêté National de fonctionnement du CdR Haut Katanga sera renforcé à travers la signature d'un cadre de concertation entre les différentes parties prenantes (public/privé). Ce cadre de concertation vise à favoriser l'emploi dans les secteurs économique porteurs par la mise œuvre d'actions en faveur des demandeurs d'emploi, des travailleurs, des élèves, des professeurs et des employeurs.

3.1.3 Le Centre de Ressources (CdR), fer de lance d'un dispositif partenarial intégré Education Formation Emploi au Haut Katanga et au Lualaba

Le Centre de Ressources (CdR) est aujourd'hui la clé de voute du projet, en particulier à travers la structure partenariale construite autour de celui-ci.

Le CdR, géré paritairement, entretient des liens permanents avec le secteur privé et les structures gouvernementales. Il permet en outre, d'articuler et de catalyser les relations entre les opérateurs économiques (actuellement une trentaine) et les structures publiques.

Le CdR entretient une relation étroite avec la FEC (Fédération des Entreprises du Congo) afin d'identifier et d'anticiper au mieux les besoins en personnel qualifié afin de proposer une offre de formation centrée sur la demande et non le contraire. La FEC bénéficie d'un appui substantiel du Forem (SPE Wallon) dans le cadre de la VET TOOLBOX et d'un Accord Spécifique de collaboration (ASC) piloté par Enabel. Un plan d'action visant le renforcement des capacités en matière d'écosystème formation-emploi, d'observatoire de la formation et de l'emploi, de cadre de concertation et de gestion paritaire du CdR sera mis en œuvre en début de l'exercice 2020. Ceci devrait permettre une montée en puissance du CdR et une meilleure inclusion du secteur privé dans sa gestion opérationnelle et stratégique.

Le CdR agit comme opérateur/régisseur/ensemblier en matière de formation et d'insertion, en faveur des écoles environnantes (Centres d'Application - CdA) et écoles affiliées (au total 25).

Ces établissements disposent de ressources et de compétences limitées, mais la configuration provinciale et partenariale élaborée autour du CdR leur permet, par ruissellement, d'accéder à:

- L'offre de prestation du CdR en matière de formation pratique continuée;

- La participation comme centre agréé aux épreuves pratiques des examens d'état (pour les filières technique) ;
- L'offre de prestation en accompagnement à l'insertion professionnelle à l'emploi salarié et l'auto emploi ;
- La négociation du stage d'observation et professionnel avec les entreprises en faveur des sortants lauréats de ces établissements ;

Le CdR est devenu un acteur incontournable du développement économique territorial en privilégiant une approche systémique des besoins des employeurs en capital humain. Son offre renforce la redevabilité des acteurs public/privé et le contrat social sur la thématique essentielle de l'accès équitable à l'emploi.

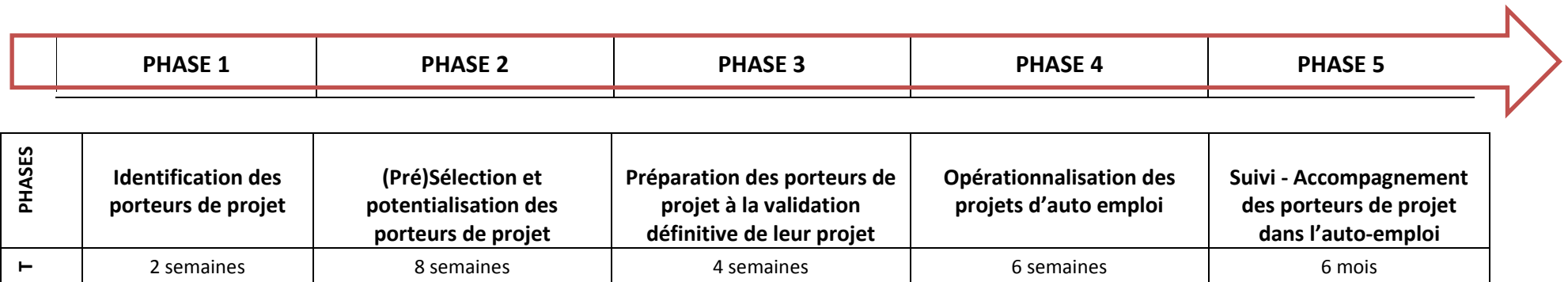
Le CdR Haut Katanga met en œuvre une ingénierie formation emploi de « courte durée » permettant d'ajuster les compétences soft/hard skills de son public cible aux besoins spécifiques des employeurs partenaires. Il assure l'ingénierie de formation nécessaire à la réactivité du système éducatif ETFP provincial face aux évolutions permanentes de l'économie et de l'emploi grâce à l'accompagnement dans la gestion interne des établissements partenaires du réseau.

La mise en visibilité et les efforts de communication engagés en faveur de ce dispositif innovant auprès de la Société Civile (via la plateforme de concertation IDAK) et de la FEC, constituent un investissement durable pour les deux Provinces et les entreprises, investissement qui a permis de conférer une forte légitimité au CdR sur son territoire.

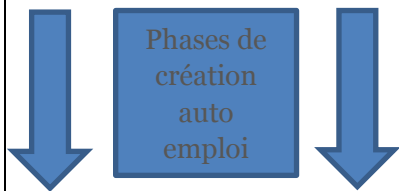
L'organisation d'un dispositif CdR à Kolwezi dans la Province du Lualaba permettra de consolider et de démultiplier les résultats obtenus en matière de formation modulaire additionnelle basée sur la demande des entreprises du bassin d'emploi de Kolwezi. Le dispositif permettra de stimuler l'insertion professionnelle à l'emploi salarié des bénéficiaires ainsi que le potentiel d'auto-emploi à travers deux mécanismes conjointement pilotés sous le même toit en partenariat avec la FEC Lualaba. L'approche privilégiée permettra aux Centres d'Application et Ecoles Affiliées soutenues en hard et soft, de bénéficier de leur propre Centre de Ressource localisé au cœur de la Province minière par excellence.

La poursuite de la mise à l'échelle du volume de bénéficiaires directs et l'activation de services additionnels complémentaires par le CdR, permettront de renforcer la durabilité de l'intervention et d'asseoir le rôle structurant du dispositif Centre de Ressources.

PROCESSUS D'ACCOMPAGNEMENT DES APPRENANTS ET SORTANTS VERS L'AUTO-EMPLOI (groupes des 25 personnes)



<p>1.1 Cadrage du public à cibler dans les écoles et TTPME (<i>FEC INPP ONEM CdR</i>);</p> <p>1.2 Collecte des informations relatives aux porteurs de projet emploi salarié auto-emploi TTPME (<i>CISP CdR</i>)</p> <p>1.3 Encodage dans la base de données de tous les porteurs de projet emploi salarié auto-emploi et TTPME dans Kata@cel; (<i>CISP CdR</i>)</p>	<p>2.1 Pré-tests pour choix des candidats porteurs de projet emploi salarié et auto-emploi ; (<i>CISP CdR</i>)</p> <p>Sélections de porteurs de projet emploi salarié et auto-emploi toute confondue; (<i>CISP CdR</i>)</p> <p>2.2 Formation soft Skills (6 modules CdR + module Education financière (les quatre thématiques dont la gestion budgétaire, l'épargne, le crédit et la négociation financière) + ICB y compris mécanisme de financement) ; (<i>CISP CdR + PROF</i>)</p> <p>2.3 Choix du projet professionnel emploi salarié et auto emploi N.B. pour l'emploi salarié les lauréats vont en stage professionnel encadré en entreprise (<i>CISP CdR + PROF</i>)</p>	<p>3.1 Analyse détaillée du produit ou service, étude de la concurrence et formalisation du processus de production/organisation du travail (<i>Trinity, FEC, autres</i>)</p> <p>3.2 Formation circonstanciée (adaptée) en Education Financière. N.B. Le contenu sera mis à jour sur les aspects liés à la finance numérique (<i>CISP CdR PROF</i>)</p> <p>3.3 Plan d'affaires : Dossier narratif informatisé simplifié (<i>CISP EDUKAT</i>)</p> <p>3.4 Plan d'affaires sous Excel (<i>CISP EDUKAT</i>)</p> <p>3.5 Présentation du projet devant le comité de validation finale (<i>FEC, INPP, CdR, ONEM</i>)</p> <p>3.6 Eventuelle activation voucher (appui au processus organisationnel et de production produit/services à travers l'apprentissage avec artisans) (<i>CISP EDUKAT +IM EDUKAT</i>)</p> <p>3.7 Identification des mécanismes de financement pour projets ad hoc (prêt-leasing) (<i>PROFI, CISP EDUKAT IM EDUKAT</i>)</p>	<p>4.1 Ouverture d'un compte dans organisme bancaire et/ou MPESA – Mobile Money (<i>lauréats voir TTPME</i>)</p> <p>4.2 Activation et mise en œuvre du mécanisme de financement (prêt-leasing) (<i>PROFI, Institutions bancaires, Enabel/ EDUKAT ?</i>)</p> <p>4.3 Eventuelle activation voucher (appui au démarrage effectif mise en place des outils de gestion) (<i>CISP EDUKAT + IM EDUKAT</i>)</p> <p>4.4 Activation prêt/leasing (réception des équipements et installation du projet) (<i>CISP EDUKAT +IM EDUKAT</i>)</p>	<p>5.1 Activation voucher pour déploiement du « mentoring » mensuelle (<i>CISP EDUKAT +IM EDUKAT</i>)</p> <p>5.2 Validation de l'auto-emploi après 3 mois d'activité</p>
--	---	--	--	--



<p style="writing-mode: vertical-rl; transform: rotate(180deg);">Liste non exhaustive des activités à mener</p>	<p>Sensibilisation groupes cibles Réunions parties prenantes Collecter informations des cibles Encodage Kata@cel</p>	<p>Pré-tests métiers thématiques y compris entrepreneuriat Séances animations projet professionnel Formations Soft Skills Modules éducation financière Formation ICB Passeport à l'emploi Formation modules GERME Formation innovations Formation monde associative</p>	<p>Plan d'affaire Excel Modules éducation financière pointus Sensibilisation groupe cibles</p>	<p>Sensibilisation groupe cibles Modules règlementations Modules outils de gestion</p>	<p>Suivi sur terrain Mentoring a hoc</p>
<p style="writing-mode: vertical-rl; transform: rotate(180deg);">Ressources</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Fiche signalétique papier - Kata@cel 	<ul style="list-style-type: none"> - Kata@cel - Fiche signalétique papier - Convention de collaboration Institution Public Entreprises - Présentation formulation de projet - Fiche de formulation projet - Fiche d'évaluation - Modules GERME - Liste des entités (Institution de formation, ASBL, entreprises, artisans) pour mise en œuvre « voucher » 	<ul style="list-style-type: none"> - Convention de collaboration Institution Public Entreprises - Présentation formulation de Kata@cel - Fiche de formulation - Outil modélisation du processus de production et d'organisation du travail - Fiche d'évaluation - Liste des entités (Institution de formation, ASBL, entreprises, artisans) pour mise en œuvre « voucher » - Cadrage du mécanisme financier - Fond de formation/insertion 	<ul style="list-style-type: none"> - Kata@cel - Dossier narratif simplifié - Business plan Excel - Acte d'engagement du lauréat contresigné par un membre de la famille et l'administration - Liste des entités (Institution de formation, ASBL, entreprises, artisans) pour mise en œuvre « voucher » - Organisme bancaire 	<ul style="list-style-type: none"> - Kata@cel - Outils de gestion - Liste des entités (Institution de formation, ASBL, entreprises, artisans) pour mise en œuvre « voucher »

Liste acteurs	INPP FEC ONEM CdR FENAPEC COPEMECO EDUKAT Lauréats TTPME	CdR INPP FEC ONEM PROFI GERME Trinity RDC Partenaires CdR INPP FEC EDUKAT Lauréats TTPME RESOJEC	CdR INPP FEC ONEM PROFI Partenaires CdR INPP FEC EDUKAT Lauréats TTPME RESOJEC	PROFI EDUKAT TTPME RESOJEC	INPP FEC ONEM CdR FENAPEC COPEMECO TTPME RESOJEC
---------------	--	--	--	-------------------------------------	---

3.1.4 Consolidation des acquis en matière d'ingénierie de formation insertion et de partenariat

La stratégie de cette phase de consolidation du projet EDUKAT permettra d'ancrer les activités et résultats atteints par l'intervention à ce stade en 2019 ;

Elle s'inscrit dans la continuité de l'ingénierie systémique du dispositif CdR développé durant les 5 années de la première phase de l'intervention et résumée par le cheminement logique qui privilégiera l'enchaînement des activités suivantes :

- Identifier les besoins en capital humain et en compétences du secteur privé afin de poursuivre la mise en œuvre d'une offre de prestation fondée sur la demande
- Elaborer et mettre en œuvre, en réponse à cette demande solvable et objective, des dispositifs de formation pointus mais flexibles, en faveur de groupes cibles spécifiques issus des lauréats des écoles ETFP en cycle court et cycle long) ;
- Manager l'ensemble du dispositif et en élargir la portée : rechercher & gérer les ressources, budgétiser, planifier et coordonner ;
- Poursuivre la mise à l'échelle du stage professionnalisant et d'insertion en augmentant le nombre de bénéficiaires et d'opérateurs économiques partie prenantes à cette séquence d'ajustement visant l'adaptation des compétences en situation réelle de travail ;
- Réaliser, opérationnaliser et certifier des formations des courtes durées en phase avec des besoins préalablement identifiés et objectivés auprès des employeurs, en particulier dans le secteur minier ;
- Poursuivre, accompagner et mettre à l'échelle la mise en œuvre du processus d'accompagnement à l'insertion socio professionnelle tant pour l'emploi salarié que l'auto emploi dans le Haut Katanga ainsi dans le Lualaba ;
- Evaluer les projets de formation et leur impact réel sur l'insertion des participants.

3.2 Principes d'action

- Poursuivre la collaboration avec les services techniques des deux Divisions Provinciales (Haut Katanga et Lualaba), via la poursuite de l'affectation de fonctionnaires dédiés aux activités phares mises en œuvre par l'intervention ;
- Intensification du partenariat avec le secteur privé, notamment à travers la prospection permanente des opérateurs économiques, activités d'accompagnement et de suivi de l'insertion professionnelle à l'emploi salarié et auto-emploi des sortants (inspirer, connecter, empowerment) ;
- Renforcer le pouvoir d'agir et l'autonomie des acteurs clés identifiés, promouvoir et accompagner la structuration de la mise en œuvre progressive d'un écosystème formation emploi, avec la FEC comme partenaire privilégié dans les deux Provinces ;
- Valoriser l'intersectorialité en matière de stage et d'insertion avec le programme PRELUB quand cela est possible ;
- Intensifier l'intégration des TIC (Technologies de l'Information et de la Communication) dans les cursus de formation organisés : les technologies soutiennent l'enseignant technique dans sa relation pédagogique et se situe dans une perspective constructive et cognitive ;
- Poursuivre la démarche stratégique, au-delà de la fourniture d'équipements et d'infrastructures TIC, visant à intégrer de façon systémique (et systématique) les TIC dans toutes les composantes de formation professionnelle et technique tant au niveau de l'offre

de formation (documentation, tutoriels, contenus vidéos) que dans la manière dont elle est dispensée (centres multimédias interactifs, e-learning et certification en ligne) et gérée (base de données insertion, stock etc.).

3.3 Critères de sélection

- Contribuer aux résultats attendus du cadre logique d'EDUKAT ;
- Poursuivre l'Intégration de la dimension développement territorial et local et l'appropriation par les acteurs clés de la thématique formation emploi selon une logique multi partenariale ;
- Générer des effets multiplicateurs en matière d'insertion professionnelle pour les jeunes ciblés ;
- Privilégier les technologies digitales innovantes mais « value for money » pour les bénéficiaires ;
- Prendre en compte le changement climatique (atténuation et adaptation) ;

4 Planification Opérationnelle

4.1 Objectifs et résultats attendus

L'objectif général et l'objectif spécifique restent identiques. Les résultats ne sont pas modifiés.

4.2 Modalités d'exécution

Le mode de gestion en Régie demeure inchangé. Des mécanismes spécifiques, comme la délégation de certaines actions à des ONG/ASBL structure de formation dans le cadre de Conventions de subsides, seront testés en vue de pouvoir étaler les activités sur deux Provinces (tout en gardant une équipe locale très réduite).

4.3 Activités

Les sous-activités suivantes sont à ajouter ou intégrer au niveau des activités des 3 résultats attendus :

4.3.1 R1 : Les jeunes apprenants des filières appuyées ont accès à une formation adaptée aux besoins de l'environnement socio-économique.

- Au niveau de *SR1.1 Etablir les deux Centres de Ressources à Lubumbashi et à Kolwezi* : Construire/Réhabiliter, et organiser le Centre de Ressources dans la Province du Lualaba et potentialiser le volet formations à travers un Convention de Subside avec le CdR Haut Katanga ;
- Au niveau de *SR1.4 Mettre à disposition des utilisateurs du système local ETFP des espaces équipés pour la pratique d'un ou de plusieurs domaines techniques* : Compléter la dotation en équipements des Centre d'Application (Kasenga) Ecoles Transformée (Kilima) et Centre de Ressources Lualaba et consolider l'actuelle stratégie D4D en élargissant les certifications en ligne (Close the Gap, ST Foundation, BSF, Whizz Education, CAT, Schneider);
- Au niveau de *SR1.6 Organiser la formation technique des formateurs enseignants des établissements ETFP (institutions hôtes, centres affiliés + éventuellement 3ième cercle)* : Afin d'assurer une ingénierie de la formation adaptée aux formations de courte durée (versus insertion) une assistance technique National seras déployée pour s'occuper de la didactique professionnel (s'assurer que les besoins identifiés dans l'économie local

puissent être transformé en objectif de formation assimilable pour les bénéficiaires des formations) ;

- Au niveau de *SR1.7 Réhabiliter les infrastructures des centres ETFP sélectionnés et affiliés* :
Améliorer l'accès aux apprenants de l'école du Cinquantenaire de Kasenga en assurant l'approvisionnement en énergie électrique ;

4.3.2 R2 : Le pilotage et la gestion au niveau macro, méso et micro du secteur ETFP dans la zone d'intervention tient compte ces besoins du marché de l'emploi et garantit une amélioration de la qualité de l'offre de l'ETFP.

- Au niveau de *SR2.2 Appuyer la mise en place d'un plan ETFP et d'un plan d'insertion professionnelle au niveau provincial* :
Mettre à jour les statistiques de la carte dynamique FEC Haut Katanga et Lualaba mismatch emploi formation. En outre, accompagner la mise en œuvre du plan d'action (insertion socio professionnelle) 2020/2022 du CdR Haut Katanga en renforçant le partenariat avec la FEC dans la gestion paritaire du dispositif CdR (contrat de gestion) également dans le Lualaba ;
- Au niveau de *SR2.3 Appuyer l'articulation de l'offre avec la demande en main d'œuvre qualifiée au niveau provincial et local* :
Appuyer les entreprises et les représentants du secteur privé dans leur articulation des besoins en main d'œuvre qualifiée sur le niveau provincial à travers la promotion du SMF (Salon de Métiers et Formation) et la Compétition Métiers. Consolider une stratégie C4D à tous les niveaux de l'action du projet et de la gouvernance du système ETFP dans les deux provinces (il demeure vrai que l'information de la société civile et des opérateurs économiques, associée à un plan de communication adapté, a un grand rôle à jouer pour crédibiliser la Formation Professionnelle aux yeux des populations, pour rassurer les opérateurs économiques à la recherche de compétences, pour attirer les jeunes vers la formation professionnelle) en associant les différentes parties prenantes dans la production d'un plan marketing non marchand (plan communication /media) Une attention particulière sera aussi accordée à une stratégie D4D afin de relier les informations en terme d'offre de formations et leur contenu (Kata@cel CdR Base donnée INPP FEC) et les réelles débouchés (offre ONEM boîte de placement) à travers la création d'un site SMF (Salon Formation Emploi) avec accès de visualisation multi acteurs ;
- Au niveau de *SR2.4 Appuyer la bonne gestion des CdR-EDR et des écoles et centres* :
Renforcer les compétences des acteurs principaux (comité de parents, conseil de gestion, les directeurs et les préfets, les conseils des élèves, ...) dans le domaine de la gestion avec la mise en œuvre d'un parcours d'acquisition des compétences (PAC 6).

4.3.3 R3 : Les jeunes apprenants et sortants des filières appuyées ont augmenté leurs perspectives d'emploi, par un accompagnement à l'insertion socioprofessionnelle

- Au niveau de *SR3.1 Accompagner les établissements affiliés pour assurer une meilleure adéquation des écoles et centres au marché de l'emploi* :
Renforcer les capacités des encadrants des écoles et centres affiliés (UFE) afin d'augmenter le nombre des lauréats bénéficiaires d'un stage professionnel encadré en entreprise (emploi salarié) 600 en valeur cumulée additionnelle. Une telle stratégie se verra se matérialiser à travers l'activation des conventions de subside (3/4 spécifique à l'insertion socio professionnelle).
Dans le souci de maximiser les possibilités d'insertion, un processus d'accompagnement à l'auto-emploi sera expérimenté. Les lauréats présélectionnés bénéficieront des

programmes de création d'activités génératrices de revenus pour les apprenants et les sortants. Des services non financiers de type « leasing et voucher formation mentoring » seront expérimentés moyennant la mise sur pied d'un fond. Deux Assistances techniques Nationales (un dans le Haut Katanga et l'autre dans le Lualaba) seront dédiées à ce volet spécifique d'entrepreneuriat et relation avec tissu économique urbain ;

- Au niveau de *SR3.2 Accompagnement à la recherche d'emploi* :
Le volet tracer study sera renforcé avec des enquêtes spécifiques afin de choisir les meilleurs canaux d'information (ONEM, société de placement, site internet) ;
- Au niveau de *SR3.4 Développer un programme d'appui local aux initiatives innovantes en ETFP, avec un focus sur l'environnement et le genre* :
La poursuite de l'expérience innovante en faveur de la filière agricole à Kasenga se poursuivra sous l'angle de l'entrepreneuriat agricole en s'assurant que les finalistes aient une activité économique en lien avec la formation.
Les activités culturelles à travers les thèmes transversaux dans les écoles appuyées se feront d'un part à travers la Convention de Subside à signer avec le CdR Haut Katanga et l'accompagnement des activités théâtrales dans les écoles qui se feront en collaboration avec la « Maison Safina » (Don Bosco).

4.4 Synergies / complémentarités

La GIZ entreprend un nouveau programme centré sur la Finance Inclusive.

Le projet pour la Promotion de la Finance Inclusive (ProFI) est une suite du Programme de Développement du Système Financier (PDSF) qui avait collaboré en fin 2016 avec la Coopération Technique Belge (CTB) pour la mise en œuvre de la première formation des formateurs et des multiplicateurs en éducation financière à Kinshasa. Le projet a une durée de 3 ans (juin 2019 à mai 2022) et il cible les Micros, Petites et Moyennes Entreprises (MPME) ainsi que les ménages à faible revenu localisés dans cinq (5) provinces minières (Haut-Katanga, Haut-Uélé, Lualaba, Nord et Sud-Kivu) avec comme objectif que ceux-ci utilisent davantage les services financiers. Des contacts prometteurs ont été pris, des rencontres de potentialisation sont en cours pour collaborer sur les aspects d'Education Financière et Entrepreneuriat.

La place de l'INPP dans l'écosystème ne cesse de grandir, un partenariat sera envisagé. En effet, le positionnement de l'INPP se déroule de la formation initiale jusqu'à la formation continue. Cette institution très soutenue par les bailleurs de fonds, s'apprête à prendre en charge et à accompagner le segment des chercheurs d'emploi pour une amélioration de l'insertion professionnelle à l'auto-emploi.

Les complémentarités avec le programme PRELUB seront envisagées en termes d'opportunités de stages pour les apprenants/lauréats voire de possibilités d'insertion professionnelle.

Après l'expérience positive de 2019 à l'occasion du SMF, des collaborations plus étroites seront tissées avec WBI en vue de promouvoir l'ensemble des métiers artistiques à l'occasion du SMF.

4.5 Cadre logique, indicateurs et sources de vérification.

4.5.1 Pas de modification du cadre logique

4.5.2 Indicateurs sectoriels

Introduction de 3 indicateurs sectoriels, discutés et validés collectivement par les interventions Education Formation Emploi en RDC et intégrés à l'Outcome de chaque programme :

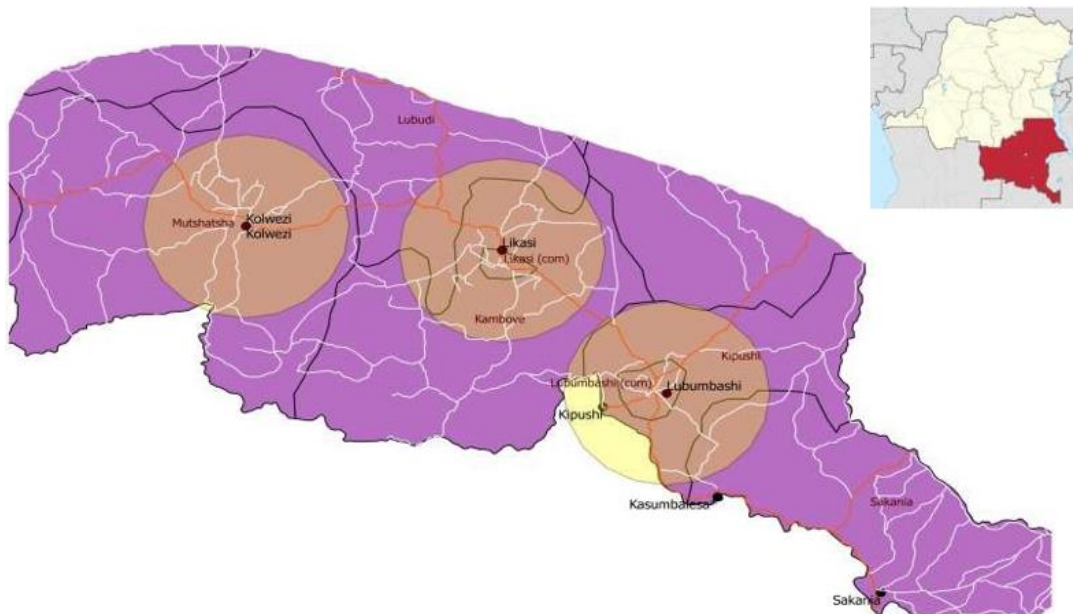
- L'effectif total annuel des apprenants pour toute la période de programmation, en ce y compris les jeunes filles et les filières appuyées (pour désagrégation) ;

- Le nombre d'apprenants annuel accompagnés vers l'insertion professionnelle, en ce y compris les jeunes filles (pour désagrégation) ;
- Le nombre de bénéficiaires insérés all in, en ce y compris les jeunes filles (pour désagrégation) ;

4.5.3 Sources de vérification.

- Registres des élèves et progiciel de gestion scolaire (à partir de fin 2020) ;
- Base de données insertion/progiciel ensuite ;
- Kata@cel;
- Enquêtes « tracer study » ;

4.6 Localisation



4.7 Bénéficiaires

- Les apprenants et sortants des établissements formels et informels soutenus ;
- Les porteurs de projets issus de l'environnement socio-économique ;
- Les employeurs formels et informels ainsi que leurs organes représentatifs (FEC) ;
- Les 2 Centres de Ressources du Katanga et du Lualaba et les établissements soutenus – les structures de formation informelle éventuelles ;
- Le Ministère EPST de référence ;

4.8 Durée

La durée de la phase de transition sera de mars 2021 au juin 2023.

5 Ressources

5.1 Ressources humaines

Les ressources humaines actuelles seront maintenues et prolongées jusque fin 2022 selon leur domaine d'intervention (prise en charge de l'année 2020 déjà prévue sur le budget actuel).

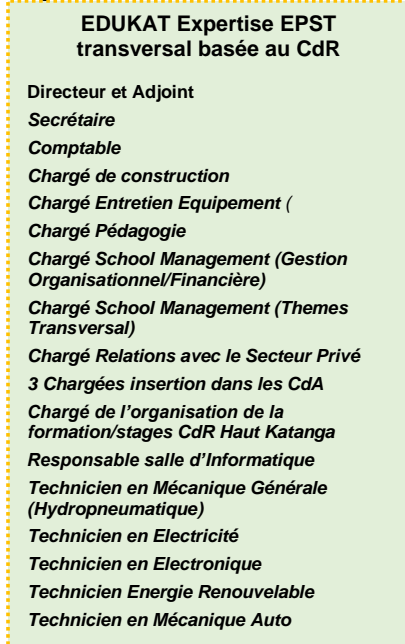
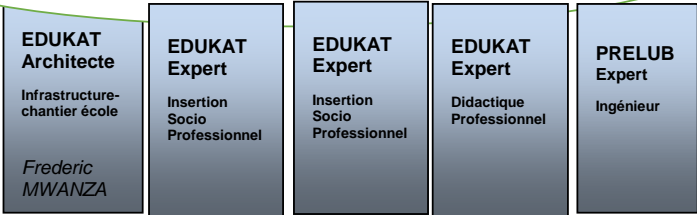
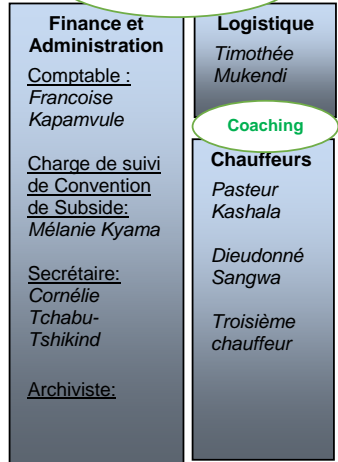
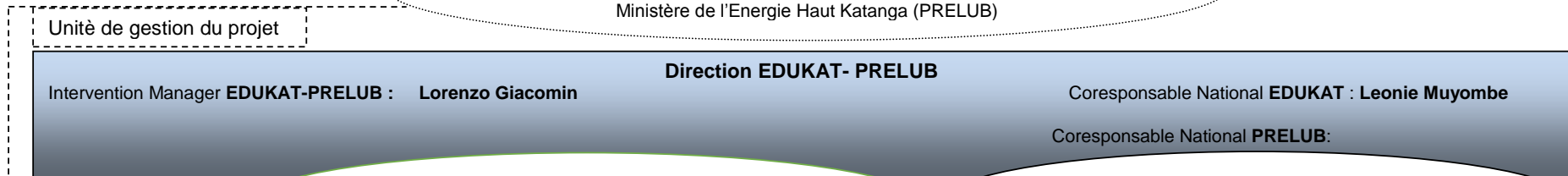
Ressources actuelles

Entité	ATI	ATN	Personnel d'appui
UCOP	Intervention Manager	Coresponsable National Architecte	RAF Comptable Logisticien Secrétaire Caissière Chargé de suivi de Convention de Subside Plantons Archiviste 2 Chauffeurs

Le **personnel additionnel nécessaire** sera recruté, selon le tableau ci-dessous (prise en charge de l'année 2020 déjà prévue sur le budget actuel):

Description de fonction	Rôle	Durée indicative de prestation
Expert en Didactique Professionnel	S'assurer que les besoins identifiés dans l'économie locale puissent être transformés en objectifs de formation assimilables pour les bénéficiaires des formations.	24 mois
Expert en Insertion professionnelle en entrepreneuriat urbain et emploi salarié	Expérimenter le processus d'insertion d'auto emploi et accompagner l'accélération des MPME a niveau du CdR Haut Katanga	24 mois
Expert en Insertion professionnelle en entrepreneuriat urbain et emploi salarié	Accompagner les deux processus d'insertion (emploi salarié et auto emploi) au niveau du CdA Itima et du futur CdR Lualaba	24 mois
Assistant Junior profil économiste	Accompagner l'analyse des business modèles des MPME en vue d'assurer des programmes pertinents « d'accélération d'entreprises »	24 mois

Organigramme Projet EDUKAT/PRELUB



Personnels détaché de l'administration affecté au deux Projets

5.2 Ressources financières

Un budget détaillé se trouve en annexe.

6 Modalités de mise en œuvre

6.1 Gouvernance

La gestion et le pilotage du programme restent inchangés, en Régie, conformément aux modalités d'exécution prévus dans le DTF initial.

Le fonctionnement de la SMCL demeure inchangé ainsi que sa composition. L'intervention veille à inviter les représentants de la FEC à chaque séance du Comité de Pilotage.

6.2 Subsidés et partenariats

Dans le cadre de l'exécution de la prolongation, il est envisagé de conclure des conventions de subsidés avec les entités suivantes (liste potentielle et non-exhaustive) :

- CdR du Haut Katanga;
- CdR du Lualaba ;
- CdA Vyombo ;
- CdA ITIMA ;
- CdA Saint Francois Xavier ;
- HPP Congo;
- La FEC Haut Katanga et Lualaba ;
- WorldSkills Belgium ;

En plus des institutions/écoles/ONG International précitées des possibles conventionnés subsidés pourrais être développée avec quatre ASBL Locale (AKILI, GERME, CINOLU, RESOJEC).

AKILI est une plate-forme et un réseau dédié à l'entrepreneuriat et l'employabilité (apprendre en utilisant la communication pour le développement pour mettre en lumière l'écosystème entrepreneurial "made in D.R.Congo"). L'objectif de l'ASBL est de créer une communauté active de jeunes entrepreneurs, de porteurs de projets et toutes personnes curieuses de découvrir. Avant d'avoir besoin de financement, les entrepreneurs ont besoin d'une vision, de networking et surtout de conseils de la part de ceux qui ont vécu les mêmes expériences qu'eux. Le pays regorge déjà d'innovateurs et de succès stories, souvent en manque de visibilité.

GERME est la composante Francophone du Programme International de formation à la création et à la gestion d'entreprises, SIYB « Start and Improve Your Business », développé dans plus de 120 pays par le Bureau International du Travail (BIT) et diffusé dans les pays à travers les Réseaux GERME Nationaux et les programmes BIT pour la promotion de l'entrepreneuriat.

Pour le cas de la RDC, cette diffusion se fait à travers le Réseau « Créez et Gérez mieux votre entreprise en République Démocratique du Congo », Réseau GERME RDC, en sigle est une association sans but lucratif, à caractère apolitique, et non confessionnelle de droit congolais, créée le 15 décembre 2014, bien qu'existant depuis novembre 2012, sous l'impulsion du BIT, à travers la mise en œuvre du Programme d'Activités pour l'emploi des jeunes au Katanga (BIT-PAEJK).

Le Centre d'Innovation de Lubumbashi (CINOLU) est un centre d'innovation polyvalent à guichet unique conçu pour l'apprentissage, la collaboration et l'innovation soutenant la construction d'innovations dynamiques et d'écosystèmes numérique en RDC.

CINOLU soutient l'autonomisation sociale et économique en RDC à travers les nouvelles technologies. L'innovation, la technologie et l'esprit d'entreprise sont essentiels pour favoriser la compétitivité et remédier plus rapidement à ces écarts et à la pauvreté, en particulier grâce à une gouvernance technologique solide et efficace.

La réseau RESOJEC est membre à la Chambre de Commerce « la Confédération des Petites Moyenne Entreprises » en sigle COPEMECO. Depuis 2013 année de sa constitution RESOJEC compte plus des 3000 membres repartis dans la RDC (pour le Haut Katanga 500 et pour le Lualaba 150).

A travers une cotisation spontanée de 5 \$ mensuelle elle a comme objectif social :

- L'encadrement l'accompagnement les développements de ses membres via du coaching et des formations ;
- Susciter la vocation à l'entrepreneuriat de la jeunesse de la RDC via la sensibilisation ; la constitution et l'organisation des incubateurs d'entreprises (couveuse pépinière) ;

6.3 Suivi des résultats et rapport

Le suivi technique et financier de la mise en œuvre reste inchangé.

Il sera réalisé en continu, selon le système de suivi interne technique et financier d'Enabel. Sur cette base, l'équipe d'intervention procédera à une mise à jour complète du « Monitoring Opérationnel » continu et un monitoring des résultats annuel conformément à la politique de suivi d'Enabel. Ce Monitoring Opérationnel a pour objet de planifier l'évolution de l'intervention et de rendre compte des résultats par rapport à la planification précédente. Il contient des informations administratives et financières, ainsi que des informations sur les activités et les outputs (progrès accomplis, planification et risques).

Le système de suivi évaluation actuel permet de répondre aux besoins d'informations visant à mesurer le niveau de performance de l'objectif spécifiques « outcome » du programme (récoltées des informations performant).

Cependant après 6 ans de mise en œuvre du projet le WorkPlan Baseline/matrice de monitoring établi en 2014 (pour mesurer l'évolution des résultats/produits) mérite d'être mise à jour.

En 2020 le Workplan Baseline sera révisée et complétée (mise à jour des éléments contextuels issus des hypothèses du démarrage du projet) pour intégrer des nouveaux indicateurs de résultats.

Un rapport de résultats annuel et un rapport final seront réalisés conformément aux obligations contractuelles (cf. plan de clôture). Chaque rapport rendra compte de la mise en œuvre, des difficultés rencontrées, des changements mis en place, ainsi que des résultats obtenus (réalisations et effets directs), mesurés par rapport aux indicateurs correspondants, en utilisant comme référence la matrice du cadre logique. Le rapport sera présenté de manière à permettre le suivi des moyens envisagés et employés et des modalités budgétaires. Le rapport final, narratif et financier, couvrira toute la période de mise en œuvre du programme EDUKAT.

6.4 Evaluation et audit

6.4.1 Evaluation

Le projet EDUKAT vient de terminer son cycle de vie classique (l'MTR et l'ETR déjà fait).

Cependant compte tenue de l'extension du période mise en œuvre encore de deux ans il serait préférable d'opter par une évaluation finale externe « d'impact ». L'évaluation sera utilisée pour apprécier l'impact d'une intervention qui aurait 9 ans de mise en œuvre, mesurer la performance, et identifier les enseignements tirés et les leçons apprises.

6.4.2 Audit

Le projet EDUKAT a déjà subi en Q1 2019 un audit externe financier et un audit « value for money » et Q4 2019.

Avec la nouvelle configuration Controlling (un RAFI partagé entre les interventions dans le Kasai et le Haut Katanga/Lualaba) des audits internes périodiques seront effectués conformément aux règles d'Enabel en la matière. L'audit vérifiera que les dépenses effectuées reflètent bien la réalité, sont exhaustives et ont été effectuées dans le respect des procédures.

7 Analyse des risques

Cette section récapitule les risques principaux et les incertitudes, ainsi que la manière dont ces éléments sont pris en compte

- La qualité des services du coaching/accompagnement à l'emploi salarié et auto emploi (via les stages en entreprise les périodes de formation/incubation) n'augmentent pas l'employabilité des lauréats ;
- Les mécanismes de financement pour les MPME ne sont pas accessibles aux lauréats ;
- Le cadre de collaboration avec les différentes parties prenantes (CdR Haut Katanga FEC INPP ONEM) n'est pas effectif ;
- Le comité de gestion et des parents ne parvient pas à changer la répartition des recettes dans la gestion des écoles (maintenance, consommables) ;
- Le budget voté à l'Assemblée Provinciale Haut Katanga et Lualaba n'est pas exécuté dans la chaîne de dépense Provinciale ;
- Les DAO planifiés prennent des retards dans le lancement/analyse/attribution ;
- Retard dans l'obtention de l'Arrêté portant création du CdR dans le Lualaba ;
- Retard dans la mise à disposition du personnel RH à insérer dans le cadre organique du CdR Lualaba ;

8 Annexe Budget total adapté

8.1 Budget total adapté

Ligne budgétaire	LIBELLE	Budget Actuel après réaménagement 2019	Augmentation 3M	Nouveau Budget	% Augmentation
OS	Appui à l'enseignement et la formation professionnelle au KATANGA	7.995.190	2.335.375	10.330.565	29%
A	Les jeunes apprenants des filières appuyées ont accès à une formation adaptée au	6.117.467	1.130.322	7.247.790	18%
A01		1.918.622	795.754	2.714.376	41%
RDC1216911_A010100	Développement statut juridique CdR	11.680	255	11.935	
RDC1216911_A010200	De l'implantation et des domaines techniques (filière / section) des deux	53.030		53.030	
RDC1216911_A010300	Construction des deux centres de ressources	792.351	475.246	1.267.597	
RDC1216911_A010400	Équiper les deux centres de ressources + matériel didactique pour centre de	413.093	104.000	517.092	
RDC1216911_A010500	Mise en place du personnel des deux centres de ressources	111.253	89.906	201.159	
RDC1216911_A010600	Frais de fonctionnement des deux centres de ressources	537.216	126.347	663.563	
A02		2.090.119	8.500	2.098.619	0%
RDC1216911_A020100	Analyse de l'implantation des espaces ressources et domaines techniques	7.562	8.500	16.062	
RDC1216911_A020200	Rehabilitation des espaces de ressources	1.305.126		1.305.126	
RDC1216911_A020300	Équiper les espaces de ressources + matériel didactique pour espaces de ressources	706.772		706.772	
RDC1216911_A020400	Mise en place du personnel de l'espace de ressources	25.154		25.154	
RDC1216911_A020500	Frais de fonctionnement de l'espace de ressources	45.504		45.504	
A03		0	0	0	#DIV/0!
RDC1216911_A030100	Élaboration d'un manuel d'opération d'appui différencié			0	
A04		602.098	337.497	939.596	56%
RDC1216911_A040100	Renforcer l'ETFP en matière d'entretien équipement	84.866	4.333	89.199	
RDC1216911_A040200	Équipement et outillage de base + matériel didactique pour les écoles associées (au centre de ressources et par espace de ressources)	517.232	333.164	850.396	
A05		277.745	446	278.191	0%
RDC1216911_A050100	Coûts de formation du centre de ressources	98.413	446	98.859	
RDC1216911_A050200	Coûts des formations espaces ressources	179.332		179.332	
A06		157.848	43.125	200.973	27%
RDC1216911_A060100	Formation des formateurs	157.848	43.125	200.973	
A07		1.013.006	-55.000	958.006	-5%
RDC1216911_A070100	Réhabiliter les infrastructures des centres ETPF sélectionnés	1.013.006	-55.000	958.006	
A08		58.029	0	58.029	0%
RDC1216911_A080100	Sensibilisation (filles et garçons)	58.029		58.029	
B	Le pilotage et la gestion au niveau macro, méso et micro du secteur ETPF dans la z	1.078.442	463.414	1.541.856	43%
B01		143.586	22.261	165.847	16%
RDC1216911_B010100	Appuyer la concertation et la coordination au niveau de la province	43.899	8.897	52.796	
RDC1216911_B010200	Appuyer la concertation et la coordination au niveau local	61.356	0	61.356	
RDC1216911_B010300	Alimenter les stratégies et plans nationaux avec l'expertise du terrain	38.332	13.364	51.695	
B02		38.214	23.827	62.041	62%
RDC1216911_B020100	Étude des besoins en renforcement des capacités + mapping de l'offre	36.296	12.991	49.287	
RDC1216911_B020200	Appui à la formulation Du plan ETPF, insertion et genre	1.918	10.836	12.754	
B03		352.387	389.990	742.378	111%
RDC1216911_B030100	Appuyer les entreprises et les représentants du secteur privé dans leur articulation des besoins en main d'œuvre qualifiée sur le niveau provincial	164.068	119.532	283.601	
RDC1216911_B030200	Appuyer les entreprises et les représentants du secteur privé dans leur articulation des besoins en main d'œuvre qualifiée sur le niveau local	188.319	270.458	458.777	
B04		214.896	27.785	242.680	13%
RDC1216911_B040100	Etude de besoins	3.241		3.241	
RDC1216911_B040200	Renforcer les compétences des acteurs principaux (comité de parents, conseil de gestion, les directeurs et les préfets, les conseils des élèves, ...)	168.873	13.421	182.294	
RDC1216911_B040300	Renforcer les capacités entrepreneuriales des centres ETPF (financements complémentaires / unités de production) ET appuyer la concertation des écoles avec les entreprises	42.782	14.364	57.146	
B05		329.359	-449	328.910	0%
RDC1216911_B050100	Baseline (étude des besoins en renforcement des capacités) et plan de renforcement de capacités	30.186	-20.449	9.737	
RDC1216911_B050200	Renforcer les compétences des services publics concernés (divisions)	196.149		196.149	
RDC1216911_B050300	Renforcer les compétences des acteurs principaux décentralisés (mairie, ...) et déconcentrés (MEPSP) au niveau local (sous-divisions)	103.024	20.000	123.024	
RDC1216911_B050400	Antenne PRECOB	-0	-0	0	

Ligne budgétaire	LIBELLE	Budget Actuel après réaménagement 2019	Augmentation 3M	Nouveau Budget	% Augmentation
C	Les jeunes apprenants et sortants des filières appuyées ont augmenté leurs pers	799.280	741.639	1.540.919	93%
C01		333.791	479.000	812.791	144%
RDC1216911_C010100	Étude exploratoire sur les besoins du marché de l'emploi et sur le taux d'insertion	41.189	0	41.189	
RDC1216911_C010200	Appuyer les programmes de stages / apprentissage / ATI	195.713		195.713	
RDC1216911_C010300	Appuyer les programmes de création des revenus pour les apprenants et les sortants	49.055	379.000	428.055	
RDC1216911_C010400	Renforcement des capacités des encadrants des écoles et centres affiliés	47.835	100.000	147.835	
C02		87.730	37.214	124.944	42%
RDC1216911_C020100	Mise en place des unités formation emploi dans chaque CdR/EdR	28.222	8.720	36.942	
RDC1216911_C020200	Accompagnement et suivi des sortants	59.508	28.494	88.002	
C03		152.208	70.000	222.208	46%
RDC1216911_C030100	Identification, définition et réalisation des formations pointues	131.150	70.000	201.150	
RDC1216911_C030200	Certification des modules de formation courtes avec le secteur privé	21.058		21.058	
C04		225.550	155.425	380.975	69%
RDC1216911_C040100	Développer un programme d'appui local aux initiatives innovantes en ETPP avec un focus sur l'environnement	164.719	116.172	280.891	
RDC1216911_C040200	Développer un programme d'appui local aux initiatives innovantes en ETPP avec un focus sur le genre	60.832	39.252	100.084	
RDC1216911_X0101	Réserve budgétaire REGIE	0	0	0	
X		0	0	0	
Z		3.704.810	664.625	4.369.436	18%
Z01		2.730.013	407.283	3.137.296	15%
RDC1216911_Z010100	Assistant technique	1.784.013	247.335	2.031.348	
RDC1216911_Z010200	Staff national	946.000	159.948	1.105.948	
Z02		239.016	10.000	249.016	4%
RDC1216911_Z020100	Véhicules	98.859	0	98.859	
RDC1216911_Z020200	Fournitures et équipement bureau	84.305		84.305	
RDC1216911_Z020300	Equipement IT	55.852	10.000	65.852	
Z03		420.892	142.342	563.235	34%
RDC1216911_Z030100	Frais de bureau (réhabilitation/loyer/...)	69.196	21.791	90.987	
RDC1216911_Z030200	Frais de fonctionnement des véhicules	116.048	41.953	158.001	
RDC1216911_Z030300	Communications	120.887	25.000	145.887	
RDC1216911_Z030400	Fournitures de bureau	40.825	30.076	70.901	
RDC1216911_Z030500	Autres frais de fonctionnement	73.937	23.522	97.459	
Z04		311.426	105.000	416.426	34%
RDC1216911_Z040100	Evaluation	156.733	35.000	191.733	
RDC1216911_Z040200	Suivi et backstopping	127.883	45.000	172.883	
RDC1216911_Z040300	Audit	26.810	25.000	51.810	
Z99		3.463	0	3.463	0%
RDC1216911_Z999800	Conversion rate adjustment	3.463	0	3.463	
	TOTAL GENERAL	11.700.000	3.000.000	14.700.000	26%

8.2 Budget additionnel détaillé

Ligne budgétaire	LIBELLE	Budget Actuel après réaménagement 2019	Solde	Augmentation 3M	Nouveau Budget	Budget à programmer sur les prochaines années	Prév dépenses 2020	Total Prév dépenses 2021	Prév dépenses 2022	Prév dépenses 2023
OS	Appui à l'enseignement et la formation professionnelle au KATANGA	7.995.190	1.821.072	2.335.375	10.330.565	4.156.447	1.697.959	1.637.362	821.125	0
A	Les jeunes apprenants des filières appuyées ont accès à une formation adaptée a	6.117.467	1.381.061	1.130.322	7.247.790	2.511.384	1.158.206	1.091.962	262.637	0
A01		1.918.622	608.640	795.754	2.714.376	1.404.394	407.582	796.462	202.013	0
RDC1216911_A010100	Développement statut juridique CdR	11.680	0	255	11.935	255	95	0		
RDC1216911_A010200	De l'implantation et des domaines techniques (filiale / section) des deux	53.030	0		53.030	0	0	0		
RDC1216911_A010300	Construction des deux centres de ressources	792.351	78.818	475.246	1.267.597	554.064	91.818	438.462	25.513	
RDC1216911_A010400	Équiper les deux centres de ressources + matériel didactique pour centre de	413.093	125.000	104.000	517.092	229.000	129.000	100.000		
RDC1216911_A010500	Mise en place du personnel des deux centres de ressources	111.253	0	89.906	201.159	89.906	0	60.000	30.000	
RDC1216911_A010600	Frais de fonctionnement des deux centres de ressources	537.216	404.822	126.347	663.563	531.169	186.669	198.000	146.500	
A02		2.090.119	-2.316	8.500	2.098.619	6.184	5.915	0	0	0
RDC1216911_A020100	Analyse de l'implantation des espaces ressources et domaines techniques	7.562	0	8.500	16.062	8.500	0	0		
RDC1216911_A020200	Rehabilitation des espaces de ressources	1.305.126	0		1.305.126	0	2.440	0		
RDC1216911_A020300	Équiper les espaces de ressources + matériel didactique pour espaces de ressources	706.772	0		706.772	0	0	0		
RDC1216911_A020400	Mise en place du personnel de l'espace de ressources	25.154	0		25.154	0	0	0		
RDC1216911_A020500	Frais de fonctionnement de l'espace de ressources	45.504	-2.316		45.504	-2.316	3.475	0		
A03		0	2.316	0	0	2.316	0	5.000	0	0
RDC1216911_A030100	Élaboration d'un manuel d'opération d'appui différencié		2.316		0	2.316	0	5.000		
A04		602.098	243.967	337.497	939.596	581.464	298.967	258.000	20.000	0
RDC1216911_A040100	Renforcer l'ETFP en matière d'entretien équipement	84.866	0	4.333	89.199	4.333	0	0		
RDC1216911_A040200	Équipement et outillage de base + matériel didactique pour les écoles associées (au centre de ressources et par espace de ressources)	517.232	243.967	333.164	850.396	577.131	298.967	258.000	20.000	
A05		277.745	0	446	278.191	446	0	0	0	0
RDC1216911_A050100	Coûts de formation du centre de ressources	98.413	0	446	98.859	446	0	0		
RDC1216911_A050200	Coûts des formations espaces ressources	179.332	0		179.332	0	0	0		
A06		157.848	54.375	43.125	200.973	97.500	24.375	32.500	40.624	0
RDC1216911_A060100	Formation des formateurs	157.848	54.375	43.125	200.973	97.500	24.375	32.500	40.624	
A07		1.013.006	474.079	-55.000	958.006	419.080	419.080	0	0	0
RDC1216911_A070100	Réhabiliter les infrastructures des centres ETPF sélectionnés	1.013.006	474.079	-55.000	958.006	419.080	419.080	0		
A08		58.029	0	0	58.029	0	2.288	0	0	0
RDC1216911_A080100	Sensibilisation (filles et garçons)	58.029	0	0	58.029	0	2.288	0		

Ligne budgétaire	LIBELLE	Budget Actuel après réaménagement 2019	Solde	Augmentation 3M	Nouveau Budget	Budget à programmer sur les prochaines années	Prév dépenses 2020	Total Prév dépenses 2021	Prév dépenses 2022	Prév dépenses 2023
B	Le pilotage et la gestion au niveau macro, méso et micro du secteur ETFP dans la z	1.078.442	240.122	463.414	1.541.856	703.536	272.523	213.500	210.875	0
B01		143.586	38.000	22.261	165.847	60.261	41.523	5.000	4.000	0
RDC1216911_B010100	Appuyer la concertation et la coordination au niveau de la province	43.899	3.000	8.897	52.796	11.897	3.000	5.000	4.000	
RDC1216911_B010200	Appuyer la concertation et la coordination au niveau local	61.356	10.000	0	61.356	10.000	523	0		
RDC1216911_B010300	Alimenter les stratégies et plans nationaux avec l'expertise du terrain	38.332	25.000	13.364	51.695	38.364	38.000	0		
B02		38.214	13.000	23.827	62.041	36.827	7.000	23.000	5.000	0
RDC1216911_B020100	Étude des besoins en renforcement des capacités + mapping de l'offre	36.296	12.000	12.991	49.287	24.991	7.000	18.000		
RDC1216911_B020200	Appui à la formulation Du plan ETFP, insertion et genre	1.918	1.000	10.836	12.754	11.836	0	5.000	5.000	
B03		352.387	97.000	389.990	742.378	486.991	172.000	157.000	171.000	0
RDC1216911_B030100	Appuyer les entreprises et les représentants du secteur privé dans leur articulation des besoins en main d'œuvre qualifiée sur le niveau provincial	164.068	32.000	119.532	283.601	151.532	57.000	57.000	51.000	
RDC1216911_B030200	Appuyer les entreprises et les représentants du secteur privé dans leur articulation des besoins en main d'œuvre qualifiée sur le niveau local	188.319	65.000	270.458	458.777	335.458	115.000	100.000	120.000	
B04		214.896	36.000	27.785	242.680	63.784	15.500	18.500	20.875	0
RDC1216911_B040100	Etude de besoins	3.241	0		3.241	0	0	0		
RDC1216911_B040200	Renforcer les compétences des acteurs principaux (comité de parents, conseil de gestion, les directeurs et les préfets, les conseils des élèves, ...)	168.873	25.000	13.421	182.294	38.421	9.500	9.500	11.875	
RDC1216911_B040300	Renforcer les capacités entrepreneuriales des centres ETFP (financements complémentaires / unités de production) ET appuyer la concertation des écoles avec les entreprises	42.782	11.000	14.364	57.146	25.364	6.000	9.000	9.000	
B05		329.359	56.122	-449	328.910	55.673	36.500	10.000	10.000	0
RDC1216911_B050100	Baseline (étude des besoins en renforcement des capacités) et plan de renforcement de capacités	30.186	19.622	-20.449	9.737	-827	0	0		
RDC1216911_B050200	Renforcer les compétences des services publics concernés (divisions)	196.149	24.000		196.149	24.000	24.000	0		
RDC1216911_B050300	Renforcer les compétences des acteurs principaux décentralisés (mairie, ...) et déconcentrés (MEPSP) au niveau local (sous-divisions)	103.024	12.500	20.000	123.024	32.500	12.500	10.000	10.000	
C	Les jeunes apprenants et sortants des filières appuyées ont augmenté leurs pers	799.280	199.889	741.639	1.540.919	941.527	267.231	331.900	347.613	0
C01		333.791	112.071	479.000	812.791	591.071	143.750	230.000	215.000	0
RDC1216911_C010100	Étude exploratoire sur les besoins du marché de l'emploi et sur le taux d'insertion	41.189	0	0	41.189	0	0	0		
RDC1216911_C010200	Appuyer les programmes de stages / apprentissage / ATI	195.713	21.195		195.713	21.195	0	0		
RDC1216911_C010300	Appuyer les programmes de création des revenus pour les apprenants et les sortants	49.055	44.375	379.000	428.055	423.375	93.750	180.000	165.000	
RDC1216911_C010400	Renforcement des capacités des encadrants des écoles et centres affiliés	47.835	46.500	100.000	147.835	146.500	50.000	50.000	50.000	
C02		87.730	0	37.214	124.944	37.214	677	15.000	15.000	0
RDC1216911_C020100	Mise en place des unités formation emploi dans chaque CdR/EdR	28.222	0	8.720	36.942	8.721	677	0		
RDC1216911_C020200	Accompagnement et suivi des sortants	59.508	0	28.494	88.002	28.494	0	15.000	15.000	
C03		152.208	50.000	70.000	222.208	120.000	70.000	0	50.000	0
RDC1216911_C030100	Identification, définition et réalisation des formations pointues	131.150	50.000	70.000	201.150	120.000	70.000	0	50.000	
RDC1216911_C030200	Certification des modules de formation courtes avec le secteur privé	21.058	0		21.058	0	0	0		
C04		225.550	37.818	155.425	380.975	193.242	52.804	86.900	67.613	0
RDC1216911_C040100	Développer un programme d'appui local aux initiatives innovantes en ETFP avec un focus sur l'environnement	164.719	37.818	116.172	280.891	153.990	35.315	69.500	67.613	
RDC1216911_C040200	Développer un programme d'appui local aux initiatives innovantes en ETFP avec un focus sur le genre	60.832	0	39.252	100.084	39.252	17.489	17.400		

Ligne budgétaire	LIBELLE	Budget Actuel après réaménagement 2019	Solde	Augmentation 3M	Nouveau Budget	Budget à programmer sur les prochaines années	Prév dépenses 2020	Total Prév dépenses 2021	Prév dépenses 2022	Prév dépenses 2023
RDC1216911_X0101	Réserve budgétaire REGIE	0	0	0	0	0	0	0	0	0
X		0	0	0	0	0	0	0	0	0
Z		3.704.810	354.845	664.625	4.369.436	1.019.471	308.061	342.700	333.710	35.000
Z01		2.730.013	235.152	407.283	3.137.296	642.435	209.200	209.200	204.210	25.000
RDC1216911_Z010100	Assistant technique	1.784.013	165.504	247.335	2.031.348	412.839	139.200	139.200	134.210	15.000
RDC1216911_Z010200	Staff national	946.000	69.648	159.948	1.105.948	229.596	70.000	70.000	70.000	10.000
Z02		239.016	11.128	10.000	249.016	21.128	9.542	5.000	0	0
RDC1216911_Z020100	Véhicules	98.859	0	0	98.859	0	0	0		
RDC1216911_Z020200	Fournitures et équipement bureau	84.305	5.000		84.305	5.000	4.542	0		
RDC1216911_Z020300	Equipement IT	55.852	6.128	10.000	65.852	16.128	5.000	5.000		
Z03		420.892	54.992	142.342	563.235	197.334	74.080	57.000	55.000	10.000
RDC1216911_Z030100	Frais de bureau (réhabilitation/loyer/...)	69.196	12.000	21.791	90.987	33.791	12.000	12.000	12.000,00	3.000,00
RDC1216911_Z030200	Frais de fonctionnement des véhicules	116.048	8.000	41.953	158.001	49.953	18.958	15.000	13.000,00	7.000,00
RDC1216911_Z030300	Communications	120.887	20.992	25.000	145.887	45.992	12.000	12.000	12.000	
RDC1216911_Z030400	Fournitures de bureau	40.825	8.000	30.076	70.901	38.076	12.000	12.000	12.000	
RDC1216911_Z030500	Autres frais de fonctionnement	73.937	6.000	23.522	97.459	29.522	19.122	6.000	6.000,00	
Z04		311.426	52.239	105.000	416.426	157.239	15.239	71.500	74.500	0
RDC1216911_Z040100	Evaluation	156.733	37.000	35.000	191.733	72.000	0	40.000	32.000	
RDC1216911_Z040200	Suivi et backstopping	127.883	14.239	45.000	172.883	59.239	14.239	31.500	22.500	
RDC1216911_Z040300	Audit	26.810	1.000	25.000	51.810	26.000	1.000	0	20.000	
Z99		3.463	1.334	0	3.463	1.334	0	0	0	0
RDC1216911_Z999800	Conversion rate adjustment	3.463	1.334	0	3.463	1.334		0		
	TOTAL GENERAL	11.700.000	2.175.918	3.000.000	14.700.000	5.175.918	2.006.021	1.980.062	1.154.835	35.000

8.3 Cadre logique et indicateurs

Objectif général / Objectifs spécifiques					
<p>OG : Dans le bassin d'emploi autour de l'axe Mutshatsha – Lubudi – Kolwezi - Likasi-Lubumbashi - Sakania, un meilleur accès des jeunes, filles et garçons, à une formation de qualité est assuré et une offre de main-d'œuvre qualifiée répondant aux perspectives d'emploi ou auto-emploi est augmentée, notamment par le renforcement des capacités de certaines institutions et des organisations en charge de l'enseignement.</p> <p>OS : Entre 2013 et 2018, les établissements et centres de formation ciblés enregistrent une augmentation durable de 40 % d'apprenants dans les filières appuyées et il y a également une augmentation durable de 60% de sortant(e)s qui sont certifié(e)s et employables. Dans cette même période, la proportion de filles/jeunes femmes parmi les sortant(e)s a au moins doublée.</p> <p>Indicateurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'effectif total annuel des apprenants pour toute la période de programmation, en ce y compris les jeunes filles et les filières appuyées (pour désagrégation) ; • Le nombre d'apprenants annuel accompagnés vers l'insertion professionnelle, en ce y compris les jeunes filles (pour désagrégation) ; • Le nombre de bénéficiaires insérés all in, en ce y compris les jeunes filles (pour désagrégation) ; 					
Résultat / Sous-résultat	Indicateurs	Baseline 2018	Cible finale 2022	Sources de vérification	Hypothèses / commentaires
Résultat A : Les jeunes apprenants des filières appuyées ont accès à une formation adaptée aux besoins de l'environnement socio-économique.					· La création de nouveaux emplois se poursuit, surtout pour des emplois techniques et professionnels.
SR1.1 Etablir les deux Centres de Ressources à Lubumbashi et à Kolwezi	RDC 1216911-Evolution dans la construction du Centre de Ressources		Un CdR réhabilité/construit et organisée dans un Centre d'Application	EDUKAT (cf. liste de phase d'exécution et rapport de chantier)	
SR1.2 Etablir les Espaces de Ressources (3 ou 4)					
SR1.3 Développer une stratégie d'appui différencié en faveur des centres ETFP (plusieurs cercles d'appui)					
SR1.4 Mettre à disposition des utilisateurs du système local ETFP des espaces équipées pour la pratique d'un ou de plusieurs domaines techniques	RDC 1216911-Evolution de la dotation en équipements du Centre de Ressources Centre d'Application et Ecole Transformé			EDUKAT (cf. liste de phase d'exécution et PV de réception)	
SR1.5 Organiser la formation pratique des élèves et apprenants des écoles techniques et centres de formation affiliés					

SR1.6 Organiser la formation technique des formateurs enseignants des établissements ETFP (institutions hôtes, centres affiliés + éventuellement 3ième cercle)	RDC 1216911 -Nombre des d'élèves (f/g) qui participent à la formation pratique dans les CdR		800 élèves supplémentaires	Kata@cel	· Les opérateurs économiques, surtout les responsables de ressources humaines visitent régulièrement les écoles techniques et centres de formation.
SR1.7 Réhabiliter les infrastructures des centres ETFP sélectionnés et affiliés	RDC 1216911 -Evolution de réhabilitation des Ecole Transformée.		1 école Transformée	EDUKAT (cf. liste de phase d'exécution et rapport de chantier)	
SR1.8 Sensibilisation (filles et garçons)					
Résultat B : Le pilotage et la gestion au niveau macro, méso et micro du secteur ETFP dans la zone d'intervention tient compte ces besoins du marché de l'emploi et garantit une amélioration de la qualité de l'offre de l'ETFP.	RDC1216911- Nombre des entreprises formel/informel partenaire du CdR Haut Katanga et Lualaba	20	40		· Participation active des « stakeholders » : organisations du secteur économique (FEC, COPEMECO)
SR2.1 Appuyer la coordination et concertation des acteurs impliqués dans l'ETFP au niveau provincial et local					· Communication souple entre les Ministres provinciaux et les chefs des divisions provinciales des secteurs EPST, AS, JS, ETPS, ESU et Santé
SR2.2 Appuyer la mise en place d'un plan ETFP et d'un plan d'insertion professionnelle au niveau provincial.	RDC 1216911 - Contribution du secteur public et privé aux coûts de fonctionnement du CdR Haut-Katanga	110.000\$ sur 4 ans d'exécution du projet pour CdR Haut Katanga et Lualaba	150.000\$ pour 3 ans programme de transition pour CdR Haut Katanga 50.000\$ pour 3 ans programme de transition pour CdR Lualaba	Comptabilité CdR Haut Katanga et Lualaba	· Les dirigeants des établissements ETFP sont disposés d'adapter le mode de gestion institutionnelle aux nouveaux défis et aux nouvelles opportunités"
SR2.3 Appuyer l'articulation de l'offre avec la demande en main d'œuvre qualifiée au niveau provincial et local					
SR2.4 Appuyer la bonne gestion des CdR-EDR et des écoles et centres					
SR2.5 Appuyer la mise en place d'un programme de renforcement des capacités au niveau provincial et local (acteurs impliqués)					
Résultat C : Les jeunes apprenants et sortants des filières appuyées ont augmenté leurs perspectives d'emploi, par un accompagnement à l'insertion	RDC 1216911 -Nombres des lauréats qui reçoivent	751	500 lauréats supplémentaires	KATACELL Etude d'un échantillon des élèves (EDUKAT)	

socioprofessionnelle	au moins trois modules de formation courte durée dans le CdR				
SR3.1 Accompagner les établissements affiliés pour assurer une meilleure adéquation des écoles et centres au marché de l'emploi	RDC1216911 - Nombre de lauréats (f/h) issus des filières porteuses ayant bénéficié d'un stage accompagné par le CdR	478	400 lauréats supplémentaires		· Disposition des chefs d'établissement ETFP à se lancer dans la voie des stages et de l'insertion
SR3.2 Accompagnement à la recherche d'emploi					
SR3.3 Organisation de formations pointues (courte durée) pour les sortants et les employés des entreprises (formelles et informelles)					· Des organisations et des professionnels individuels ayant une expérience professionnelle dans l'accompagnement à insertion socioprofessionnelle accumulent leurs compétences et deviennent des partenaires prestataires de services fiables.
SR3.4 Développer un programme d'appui local aux initiatives innovantes en ETFP, avec un focus sur l'environnement et le genre					